

It might be this way with water in the future. But I think it would be foolish to give any impression that we would even *consider* exporting any of our water resources at this time or in the near future or that there is any purpose to be served now in even talking about it. For one thing, we have not yet assessed definitively our own long term needs, so we would not be in a position to relate our own future requirements to our own future resources and that must come first.

Nor would I agree that action on one resource should be conditional on action on another in any negotiations that might be requested. In short, we should be very careful now, without committing ourselves to the long range future.

I would certainly not be dogmatic about what we should or should not do in that future—except on this one point; to let our neighbours know, in a very friendly but clear way, that we will naturally insist on the protection of both our short-range and long-range national interest as a first principle in any discussions that take place at any time. I don't think they will be surprised at this in Washington, or even, perhaps, that they need such notification. They have had reason in the past to respect, I believe, our adherence to this principle as we have had reason to respect theirs.

As for that other energy source, oil—I have nothing to say except this. I have read with some ironic amusement a reason given in Washington for establishing a *temporary* official import quota on Canadian oil somewhat lower than recent imports. It is to be done in the interest of U.S.A. security as increased imports from Canada were depleting *our* resources so that, not only would we soon be insecure, so would the U.S.A. because, in an emergency, they might not have sufficient Canadian supplies to fall back on. I recall a few years back when the reverse argument was used that U.S. Security would be affected if they had to rely in the future on foreign oil from Canada which might not be available if we Canadians ever declared war against our neighbour!

térêt national. Les conditions n'étaient plus les mêmes et la politique avait changé en conséquence.

Il pourrait bien en être ainsi pour les ressources en eau dans l'avenir. Mais je ne crois pas qu'il serait sage de donner l'impression que nous pourrions même *envisager* la possibilité d'exporter une portion quelconque de nos ressources en eau à l'heure actuelle ou dans l'avenir immédiat, ou qu'il pourrait même être utile de discuter à ce sujet. En premier lieu, nous n'avons pas encore évalué de façon définitive nos propres besoins à long terme dans ce domaine, et nous ne serions donc pas en mesure de comparer nos propres besoins futurs à nos propres ressources futures; cette évaluation doit se faire avant toute autre chose.

Je n'accepterais pas, non plus, que dans toutes négociations qui pourraient survenir, les ententes au sujet d'une ressource soient conditionnelles à celles prévues pour une autre ressource. En somme, nous devons être très prudents maintenant, et ne pas nous engager à long terme dans l'avenir.

Je ne pourrais sûrement pas dire de façon précise ce que nous devons ou ne devons pas faire au cours de ces années à venir, sauf sur le point suivant: faire comprendre à nos voisins, d'une façon très amicale, mais très ferme, qu'il est naturel que nous insistions pour sauvegarder notre intérêt national à court ou à long terme, et que ce principe sera à la base de toute négociation qui pourrait être entreprise dans l'avenir. Je ne crois pas qu'une telle attitude soit de nature à surprendre les gens de Washington, ou même, peut-être, que nous ayons à leur signifier un tel avis. Je crois qu'ils ont eu des motifs, dans le passé, pour respecter notre adhésion à ce principe, tout comme nous avons eu des motifs pour respecter leur propre attitude.

En ce qui a trait à cette autre source d'énergie, l'huile, je n'ai rien d'autre à dire que ceci. J'ai lu quelque part avec un certain amusement, une des raisons donnée par Washington pour établir un contingent officiel *temporaire* sur les importations d'huile canadienne qui est passablement moins élevé que le volume antérieur des importations. On y disait que ces restrictions avaient été imposées pour la propre sécurité des États-Unis, étant donné que les importations accrues d'huile canadienne n'auraient pas seulement pour effet d'épuiser *nos* ressources et de nous placer dans une position critique, mais que les États-Unis pourraient avoir à en souffrir parce qu'en cas d'urgence, ils ne pourraient pas se rabattre sur les réserves canadiennes qui risquaient d'être insuffisantes. Je me souviens qu'il y a quelques années, les États-Unis avaient utilisé un raisonnement tout à fait